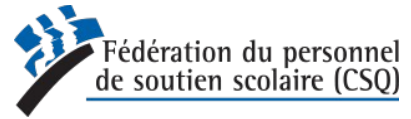




**Centrale des syndicats  
du Québec**



**Pour diffusion le 22 août à 10 h**

## **Communiqué de presse**

**Rentrée scolaire 2022-2023**

### **Améliorer les conditions de travail pour attirer et retenir le personnel dans le réseau scolaire, une équation élémentaire, insiste la CSQ**

Montréal, le 22 août 2022. – La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et ses fédérations du réseau scolaire profitent de la rentrée imminente pour interpeller le gouvernement Legault et son ministre de l'Éducation sur les enjeux de pénurie de personnel qui affectent le réseau public d'éducation et qui se répercutent sur les services offerts aux élèves. Ce sera un enjeu central pour l'année scolaire qui s'amorce de même que pour la ronde de négociations qui s'enclenche.

Réunies dans le cadre d'une conférence de presse conjointe, les présidences de la CSQ, Éric Gingras, de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), Josée Scalabrini, de la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ), Éric Pronovost, et de la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ), Jacques Landry, soutiennent que la gestion de la pandémie étant devenue moins préoccupante pour le gouvernement, l'éducation doit être replacée au cœur des priorités du gouvernement.

« Un gouvernement qui sent l'urgence d'agir est capable de passer rapidement à l'action, s'il en a la volonté politique. Le contexte d'urgence sanitaire nous l'a clairement démontré. Or, la pénurie de personnel en éducation était un enjeu préoccupant avant la pandémie et il n'a fait que s'exacerber au cours des trois dernières années. Les problèmes d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre génèrent des situations de plus en plus préoccupantes dans le réseau scolaire, engendrent une surcharge sur le personnel en poste et menacent la qualité et l'accessibilité aux services à assurer aux élèves du Québec », explique le président de la CSQ, Éric Gingras, tout en soulignant que nous ne sommes plus à l'heure des campagnes publicitaires de recrutement.

« Oui, les besoins de main-d'œuvre sont urgents, mais ce n'est pas nouveau. Et ces appels à tous pour renflouer le personnel de nos écoles et de nos centres ont un impact sur le moral du personnel – enseignant, de soutien scolaire et professionnel –, s'ils ne sont pas assortis de mesures structurantes pour véritablement valoriser le travail, les compétences et le professionnalisme du personnel du réseau scolaire et pour rendre tous les postes de travail du réseau plus attrayants et plus compétitifs. »

Éric Gingras précise que la prochaine négociation dans le secteur public, qui s'enclenchera au cours des prochaines semaines, revêtera donc un caractère particulier, un rendez-vous que le gouvernement ne doit pas rater pour l'avenir des élèves du Québec. « Le gouvernement doit prendre toute la mesure de la situation et dépasser l'approche traditionnelle de la confrontation. Nous avons des solutions à proposer pour redonner un nouveau souffle à notre système public d'éducation, et c'est aux tables de négociation que ça commence. »

### **Donner de l'air à nos enseignantes et à nos enseignants**

« Arrêtons de chercher midi à quatorze heures! Si le gouvernement veut, enfin, attirer de nouvelles candidatures dans la profession et retenir les plus expérimentés, ça prend des améliorations substantielles aux conditions de travail. Les profs sont clairs : ils veulent que la taille des groupes soit ajustée selon les besoins des élèves et des classes mieux équilibrées. Ils demandent un allègement de leur tâche afin de pouvoir se consacrer à la réussite des élèves, par l'enseignement, la préparation de leur cours ou la correction. C'est ce qui les anime au quotidien. Les "autres tâches" accaparent démesurément leur temps. Répondre à ces souhaits, c'est donner de l'air aux profs et améliorer les conditions d'apprentissage des élèves. C'est aussi apporter des solutions à la pénurie. » – Josée Scalabrini, présidente de la FSE-CSQ

### **L'aberration de la grande précarité des postes de soutien en plein contexte de pénurie**

Dans le contexte de la pénurie, Éric Pronovost ajoute : « Je ne comprends pas la logique de plusieurs centres de services scolaires; cette année, nous avons encore un nombre élevé de postes de moins de 25 heures. Comment peut-on attirer le personnel de soutien scolaire à travailler dans nos écoles alors qu'il doit déjà faire face à une hausse importante du coût de la vie et qu'il y a de nombreux besoins à combler dans nos écoles et nos centres? Plusieurs gestionnaires sont avares dans leur budget, le gouvernement doit s'assurer que les besoins des élèves soient comblés rapidement. Nos membres nous le disent, ils ne veulent plus travailler en situation d'urgence, ils veulent agir en amont et prévenir les problèmes plutôt que de les subir. » – Éric Pronovost, président de la FPSS-CSQ

### **Il faut fermer la porte aux services privés en éducation**

« Il manque à ce point de professionnelles et de professionnels dans les écoles que le ministère a pour ainsi dire baissé les bras en ouvrant toute grande la porte aux agences privées, qui envahissent nos écoles comme elles ont envahi le système de santé. Cela pose évidemment toute la question de l'accès universel des services pour ceux qui en dépendent.

Nous ne sommes pas les seuls à nous inquiéter du manque de services professionnels pour nos élèves, le Protecteur du citoyen a vertement dénoncé les grandes lacunes de l'offre publique, en juin dernier.

Pourtant, il est évident que les professionnelles et professionnels scolaires sont les mieux placés pour offrir des services adaptés à l'élève et réalisables par l'école, en collaboration étroite avec son enseignante, ses parents et les autres intervenants du milieu.

Alors qu'il y a plus de 500 postes professionnels vacants, la solution, c'est de réorganiser la tâche des professionnelles et professionnels et de leur offrir des conditions qui rivalisent avec le privé, pour les attirer et les garder là où ils font vraiment la différence : dans le milieu scolaire. » – Jacques Landry, président de la FPPE-CSQ

Rappelons également que la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) ont annoncé la formation d'un front commun afin de négocier d'une même voix avec le gouvernement. Les conventions collectives du secteur public viendront à échéance dans moins d'un an, soit le 31 mars 2023.

– 30 –

### **Profil de la CSQ**

La CSQ représente près de 200 000 membres, dont environ 125 000 font partie du personnel de l'éducation. La CSQ compte 11 fédérations qui regroupent quelque 240 syndicats affiliés; s'ajoute également l'AREQ (CSQ), l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec. La CSQ est également présente dans les secteurs de la santé et des services sociaux, des services éducatifs à la petite enfance, du municipal, des loisirs, de la culture, du communautaire et des communications.

Twitter : [CSQ\\_Centrale](#)

### **Renseignements**

Maude Messier

Attachée de presse de la CSQ

Cellulaire : 514 213-0770

Courriel : [messier.maude@lacsq.org](mailto:messier.maude@lacsq.org)